

NOTE d'INFORMATION

Les zones d'éducation prioritaires à la rentrée 1990 Évolution depuis 1982

L'accroissement du nombre de zones d'éducation prioritaires (ZEP) s'est poursuivi à la rentrée 1990. Il entraîne une évolution du nombre d'établissements concernés. La proportion des écoles et des collèges en ZEP augmente régulièrement depuis la mise en place des premières zones d'éducation prioritaires. Elle atteint en 1990-1991 respectivement 9,5 % des écoles et 15,9 % des collèges. L'implication des lycées professionnels et des lycées devient plus fréquente. Toutefois, la liaison école-collège reste la configuration majoritaire dans la composition des zones. 63 % des établissements composant les zones d'éducation prioritaires en 1982-1983 et 88 % des établissements composant celles de 1989-1990 poursuivent leur action éducative en ZEP en 1990-1991. Un important renouvellement a cependant eu lieu à la rentrée 1990, avec la relance de la politique des ZEP.

91-36

A la rentrée 1990-1991, les zones d'éducation prioritaires ce sont :

- 552 zones dont 525 pour la France métropolitaine,
- 6 454 établissements scolaires,
- 1 879 482 élèves des premier et second degrés.

Le nombre de zones ne cesse d'augmenter depuis 1982

A la rentrée 1982, date de mise en place effective des premières zones d'éducation prioritaires, on comptait 362 ZEP dont 355 en France métropolitaine.

Relancée en 1988, la politique des ZEP a permis d'augmenter le nombre de zones qui sont passées de 393 à 507 entre la rentrée 1988 et la rentrée 1989. L'accroissement du nombre de zones se poursuit en 1990-1991 mais dans une proportion moindre conformément aux instructions ministérielles qui conseillaient de ne pas multiplier le nombre de zones afin que les moyens attribués soient significatifs : 45 zones supplémentaires ont été recensées à la rentrée 1990 dont 41 en France métropolitaine.

Le nombre de zones est stable dans sept académies : Limoges, Montpellier, Nice, Paris, Reims, Rouen et Toulouse ; diminue dans cinq : Besançon, Nancy-Metz,

Rennes, Strasbourg (dans ces quatre académies, il avait fortement progressé en 1989-1990) et Caen. Il augmente dans toutes les autres académies (tableau I).

Mais le nombre de zones ne permet pas en tant que tel d'apprécier l'ampleur de la politique « ZEP » d'une académie. En effet, les variations du nombre de zones peuvent résulter de créations, de suppressions mais aussi de regroupements d'établissements. Ainsi, on peut observer une diminution du nombre de zones mais une stabilité (Nancy-Metz) ou une augmentation (Rennes) du nombre d'établissements concernés par rapport à 1989-1990.

Par conséquent, il est préférable de s'intéresser au nombre et à la proportion d'établissements classés en ZEP plutôt qu'au nombre de zones.

9,8 % des établissements scolaires sont en zones d'éducation prioritaires

Le nombre d'établissements en zones prioritaires est en constante progression depuis 1982. Il est passé de 4 353 en 1982-1983 à 5 361 en 1989-1990, et à 6 454 en 1990-1991 regroupant 5 503 écoles, 796 collèges, 126 lycées professionnels et 29 lycées d'enseignement général et technologique (tableau II).

Certaines académies ont préféré intégrer de nouveaux établissements à des zones déjà existantes plutôt que de disperser leurs actions sur un plus grand nombre de zones.

Le nombre d'établissements en ZEP a plus augmenté depuis 1989 (+ 1093) qu'entre la rentrée 1982 et la rentrée 1989 (+ 1 008).

Inversement, le nombre de zones a beaucoup moins progressé durant cette dernière période (+45) que pendant la précédente (+ 145).

Avant les nouvelles dispositions ministérielles de 1990, on assistait à un choix moins sélectif des zones.

Tableau I : répartition académique des zones d'éducation prioritaires et évolution

France sans T.O.M. - public

| ACADÉMIES | 1982-1983 | 1989-1990 | 1990-1991 |
|-----------------------|-----------|-----------|-----------|
| AIX-MARSEILLE | 44 | 30 | 31 |
| AMIENS | 11 | 13 | 22 |
| ANTILLES-GUYANE | 7 | 9 | 10 |
| BESANCON | 18 | 29 | 17 |
| BORDEAUX | 13 | 31 | 33 |
| CAEN | 6 | 9 | 8 |
| CLERMONT-FERRAND | 11 | 12 | 9 |
| CORSE | - | 6 | 7 |
| CRETEIL | 17 | 15 | 24 |
| DIJON | 19 | 20 | 21 |
| GRENOBLE | 17 | 18 | 21 |
| LILLE | 37 | 61 | 62 |
| LIMOGES | - | 7 | 7 |
| LYON | 21 | 22 | 31 |
| MONTPELLIER | 16 | 14 | 14 |
| NANCY-METZ | 21 | 35 | 33 |
| NANTES | 6 | 21 | 25 |
| NICE | 7 | 8 | 8 |
| ORLEANS-TOURS | 7 | 12 | 17 |
| PARIS | 6 | 14 | 14 |
| POITIERS | 9 | 11 | 12 |
| REIMS | 10 | 17 | 17 |
| RENNES | 9 | 16 | 13 |
| ROUEN | 18 | 21 | 21 |
| RÉUNION | - | 14 | 17 |
| STRASBOURG | 6 | 13 | 12 |
| TOULOUSE | 14 | 16 | 16 |
| VERSAILLES | 12 | 13 | 30 |
| FRANCE métropolitaine | 355 | 484 | 525 |
| D.O.M | 7 | 23 | 27 |
| TOTAL | 362 | 507 | 552 |

La progression des ZEP concerne tous les types d'établissements

Augmentation constante du nombre d'écoles et de collèges

5 503 écoles ont été recensées en 1990-1991. Elles représentent 9,5 % des écoles de l'enseignement public et regroupent 12,7 % des élèves du premier degré. (tableau III).

Le nombre et la proportion d'écoles en zones prioritaires augmentent sensiblement et régulièrement depuis la mise en place de l'opération. 20 % de plus par rapport à 1989-1990, et 47,5 % par rapport à 1982-1983 (carte 1, tableau II).

Cette augmentation est due à des progressions plus ou moins importantes dans toutes les académies.

Le nombre d'écoles en ZEP a augmenté dans de nombreuses académies et parfois très fortement : + 136 écoles à Amiens, + 186 à Nantes, + 203 à Bordeaux et + 366 à Lille par rapport à 1982-1983. Orléans-Tours et Versailles ont doublé leur nombre d'écoles depuis 1982. La Corse et Limoges qui ne signalaient aucune école en ZEP à cette date en déclarent aujourd'hui respectivement 60 et 78.

L'accroissement du nombre d'écoles en ZEP le plus important entre 1989-1990 et 1990-1991 concerne deux académies de la région parisienne : Créteil et Versailles dont la part d'écoles en ZEP atteint 11,3 % et 9,4 %. Elles viennent ainsi pour la première fois se classer parmi les académies ayant la plus forte proportion d'écoles en ZEP avec Paris (26,7 %), la Réunion (26,5 %), les Antilles-Guyane (24,2 %), Aix-Marseille (16,4 %) et Lille (15,7 %).

Depuis 1982, la part des collèges en zones prioritaires n'a pas cessé de croître : de 10,2 % en 1982-1983, elle passe à 13,7 % en 1989-1990 pour atteindre 15,9 % en 1990-1991. On compte actuellement 796 collèges en ZEP regroupant 15,2 % des élèves du premier cycle de l'enseignement secondaire public. (tableau III).

Le nombre et la proportion de collèges en ZEP ont augmenté dans 23 académies entre 1982-1983 et 1989-1990. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie dans 14 d'entre elles en 1990-1991, parfois de façon assez spectaculaire : à Versailles où elle était la plus faible en 1989-1990 la part des collèges en ZEP passe de 6 à 11 % et à Dijon de 12 à 26 % (carte 2, tableau II).

Six académies ont réduit leur nombre de collèges en zones prioritaires entre 1989 et 1990 préférant certainement centrer leurs actions sur des établissements prioritaires et six autres l'ont maintenu.

Les plus importantes proportions de collèges en ZEP se situent dans les académies de la Réunion, Rouen, Dijon, Aix-Marseille, Besançon, Lille et des Antilles-Guyane (tableau II).

Inversement, c'est dans celles de Clermont-Ferrand, Nice et Toulouse que l'on compte la plus faible proportion de collèges en ZEP.

La Réunion, Aix-Marseille et les Antilles-Guyane ont donc à la fois beaucoup d'écoles et de collèges en ZEP. A l'inverse, Clermont-Ferrand possède à la fois très peu d'écoles et de collèges en ZEP.

Tableau III : évolution de la proportion d'élèves en ZEP

France sans T.O.M. - public

| | 1982-1983 | 1989-1990 | 1990-1991 |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| ÉCOLES | 8,3 | 10 | 12,7 |
| COLLÈGES | 10,2 | 12,9 | 15,2 |
| LP | 7,4 | 6,1 | 9,4 |
| LEGT | . | . | 2 |

Note de lecture : En 1990-1991, la proportion d'élèves en ZEP était de 12,7 % du nombre total d'élèves des écoles de la même année.

* Note : La proportion d'élèves scolarisés dans les lycées en zones d'éducation prioritaires n'a pas été calculée en 1982-1983 et 1989-1990 étant donné le faible nombre de lycées concernés.

Implication croissante des lycées et des lycées professionnels dans la politique des zones d'éducation prioritaires.

Le nombre de lycées professionnels en ZEP, qui avait diminué entre 1982-1983 et 1989-1990, s'est nettement accru en 1990-1991 : il passe de 81 à 126. On comptait 109 lycées professionnels en 1982-1983. Leur part atteint désormais 9,3 % soit 3,5 points de plus qu'en 1989-1990. Ils regroupent 9,4 % des élèves de lycées professionnels. (tableau III).

Le nombre de lycées professionnels en ZEP a progressé dans dix académies de 1989 à 1990. Les progressions sont les plus fortes à Dijon et Versailles. Ces deux académies qui incluaient durant les deux périodes précédentes (1982-1983 et 1989-1990) la plus faible proportion de lycées professionnels en zones d'éducation prioritaires voient leur part augmenter très fortement : respectivement de + 12,5 points avec l'inclusion de cinq lycées professionnels à Dijon, de + 29,7 points avec l'extension de l'opération à vingt-six lycées professionnels supplémentaires à Versailles.

Le nombre de lycées professionnels en ZEP est resté stable dans treize académies et a diminué dans cinq (tableau II).

Cette année et pour la première fois depuis le lancement de la politique « ZEP », on observe une nette augmentation du nombre de lycées qui passe de 11 à 29 unités.

La progression du nombre de lycées en zones d'éducation prioritaires à la rentrée 1990-1991 revient pour une très large part à l'académie de Versailles qui étend l'opération dans les lycées où elle n'était pas du tout développée jusqu'alors : 16 lycées appartiennent désormais à une zone prioritaire soit 14,7 % des lycées de l'académie (tableau II).

Jusqu'en 1989-1990, le nombre des lycées en zones prioritaires était resté très faible et stable depuis 1982-1983 ; il représentait 0,9 % des lycées. En 1990-1991, il atteint 2,2 %. Les lycées en ZEP regroupent 2 % des élèves des lycées d'enseignement général et technologique. (tableau III).

Pourtant, les académies sont de moins en moins nombreuses à impliquer des lycées dans la politique des zones d'éducation prioritaires. Seules celles de Bordeaux et de Reims continuent de façon régulière à développer leurs actions depuis 1982 et à les étendre à de nouveaux lycées.

La politique des zones prioritaires implique des actions à long terme

Les actions engagées dans le cadre de la politique des zones d'éducation prioritaires nécessitent plusieurs années pour être efficaces. Ainsi, on constate que 88 % des établissements concernés en 1989-1990 sont toujours impliqués en 1990-1991.

- sur 4 583 écoles en ZEP en 1989-1990, 4 026 sont encore en ZEP en 1990-1991 (soit 87,8 %).

- sur 686 collèges en ZEP en 1989-1990, 619 sont encore en ZEP en 1990-1991 (soit 90,2 %).

- sur 81 LP en ZEP en 1989-1990, 65 sont encore en ZEP en 1990-1991 (soit 80,2 %).

- sur 11 lycées en ZEP en 1989-1990, 5 sont encore en ZEP en 1990-1991 (soit 45,5 %).

Le maintien de certains établissements en zones d'éducation prioritaires depuis 1982-1983 confirme également le caractère sélectif des opérations mises en oeuvre. 63 % des établissements composant les zones d'éducation prioritaires de 1982-1983 poursuivent cette action en 1990-1991 (62 % des écoles, 75,5 % des collèges, 50,5 % des LP et 9,1 % des lycées).

Toutefois, un important renouvellement a eu lieu à la rentrée 1990, en liaison avec la relance de la politique « ZEP » pour la période 1990-1993. Il s'est traduit par l'intégration en zones d'éducation prioritaires d'un grand nombre de nouveaux établissements.

Ainsi, on constate que :

Par rapport à 1989-1990, 1 739 établissements scolaires sont nouvellement classés en ZEP (soit 27 %) : 1 477 écoles (26,8 %), 177 collèges (22,2 %), 61 LP (48,4 %) et 24 lycées (82,7 %).

La composition des zones : pas de ZEP sans école

Il n'existe pas de zones d'éducation prioritaires sans école. Par contre, à elles seules, elles peuvent constituer une zone. C'est le cas de 29 zones (soit 5 %) en 1990-1991 contre 37 en 1989-1990.

Néanmoins, les zones d'éducation prioritaires sont le plus souvent composées d'écoles et de collèges : 417 d'entre elles sur les 552 recensées :

- 293 comprennent plusieurs écoles et un collège.

- 124 comprennent plusieurs écoles et plusieurs collèges.

Les liaisons école-collège-lycée professionnel tendent également à se développer : on compte 81 zones de cette configuration en 1990-1991 soit 22 de plus qu'en 1989-1990.

L'implication des lycées dans la composition des zones reste rare malgré une augmentation sensible à la rentrée 1990-1991 : 20 zones comptent au moins un lycée parmi des écoles, un ou plusieurs collèges et lycées professionnels contre 7 en 1989-1990.

Au total, ce sont 94 % (518 zones sur 552 recensées) qui comprennent école(s) + collège(s) + éventuellement LP ou LEGT soit une hausse de 8 % due à la disparition des zones composées soit uniquement d'écoles soit uniquement de collèges.

Les zones d'éducation prioritaires sont essentiellement concentrées dans les grandes communes urbaines

Les établissements en zones d'éducation prioritaires sont majoritairement concentrés dans les communes urbaines de grande taille : 38,3 % sont implantés dans les communes de plus de 100 000 habitants (sauf agglomération parisienne) (1).

Les établissements des communes rurales et de petite taille sont nettement sous-représentés en ZEP : 18 % des écoles en ZEP se trouvent en milieu rural alors que celui-ci regroupe 48 % des écoles ; 7 % des collèges en ZEP sont dans ce cas alors que 19 % sont implantés en milieu rural.

(1) pour cette étude la répartition des unités urbaines et des communes rurales est encore celle qui est établie à partir du recensement de 1982.

Inversement, les écoles, les collèges et les lycées professionnels situés dans les communes urbaines de taille moyenne (20 000 à 100 000 habitants) et surtout de grande taille (au moins 100 000 habitants sauf agglomération parisienne) sont nettement sur-représentés dans les zones d'éducation prioritaires.

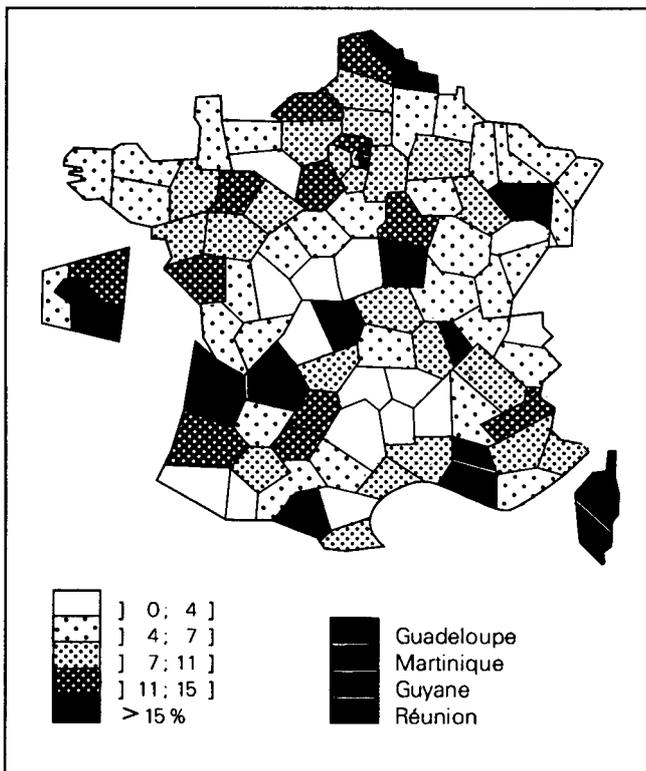
Les lycées en ZEP restent sous-représentés dans les communes urbaines importantes de province. En revanche, 56 % des lycées en ZEP se situent dans l'agglomération parisienne alors que celle-ci regroupe 18 % des lycées. Ils sont essentiellement concentrés dans l'académie de Versailles qui compte 16 lycées sur les 29 recensés à la rentrée 1990 (soit 55 %) (tableau IV).

C. MARTIN DEP/3

POUR EN SAVOIR PLUS :

Voir les notes d'information n° 90-44, 85-44 et les documents de travail n° 343, 380, 391.

Carte 1 : Proportion d'écoles en ZEP (%)
Public 1990 - 1991



Carte 2 : Proportion de collèges en ZEP (%)
Public 1990 - 1991

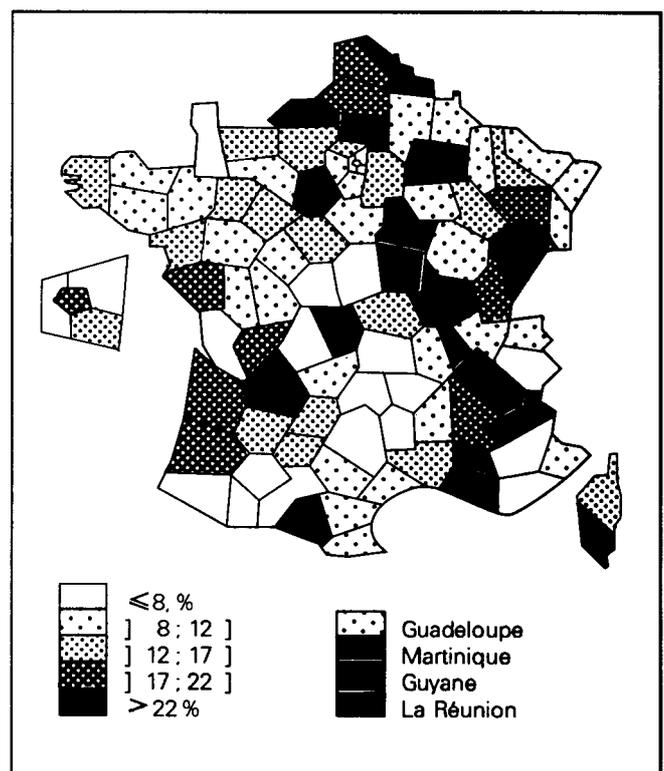


Tableau II : nombre et proportion d'établissements en zones d'éducation prioritaires en 1982-1983 - 1989-1990 et 1990-1991 - France sans T.O.M. - public

| | ÉCOLES EN ZEP | | | | | | COLLÈGES EN ZEP | | | | | |
|--------------------------|---------------|------|-----------|------|-----------|------|-----------------|------|-----------|------|-----------|------|
| | 1982-1983 | | 1989-1990 | | 1990-1991 | | 1982-1983 | | 1989-1990 | | 1990-1991 | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| AIX-MARSEILLE | 355 | 17,1 | 243 | 11,9 | 334 | 16,4 | 44 | 23,9 | 50 | 26,9 | 45 | 24,1 |
| AMIENS | 84 | 3,0 | 117 | 4,4 | 220 | 8,4 | 11 | 7,0 | 27 | 16,5 | 36 | 21,7 |
| ANTILLES-GUYANE | 74 | 11,7 | 123 | 18,2 | 166 | 24,2 | 8 | 8,7 | 16 | 17,0 | 22 | 22,2 |
| BESANCON | 117 | 5,8 | 166 | 8,8 | 92 | 5,0 | 19 | 16,4 | 29 | 24,6 | 27 | 23,1 |
| BORDEAUX | 184 | 5,8 | 323 | 10,9 | 387 | 13,2 | 30 | 12,6 | 37 | 15,2 | 41 | 16,9 |
| CAEN | 63 | 3,2 | 75 | 4,5 | 65 | 3,9 | 7 | 4,7 | 17 | 11,3 | 16 | 10,5 |
| CLERMONT - FERRAND | 111 | 5,6 | 96 | 5,7 | 81 | 5,0 | 11 | 7,6 | 11 | 7,7 | 8 | 5,6 |
| CORSE | - | - | 74 | 23,4 | 60 | 19,5 | - | - | 8 | 29,6 | 5 | 18,5 |
| CRETEIL | 165 | 6,7 | 87 | 3,4 | 289 | 11,3 | 25 | 8,3 | 27 | 8,6 | 47 | 14,9 |
| DIJON | 218 | 9,0 | 208 | 8,8 | 216 | 9,2 | 18 | 11,3 | 20 | 12,4 | 42 | 26,1 |
| GRENOBLE | 105 | 3,1 | 117 | 3,6 | 195 | 6,1 | 20 | 9,0 | 30 | 12,9 | 43 | 18,5 |
| LILLE | 220 | 5,7 | 570 | 15,2 | 586 | 15,7 | 46 | 14,4 | 73 | 22,1 | 75 | 22,7 |
| LIMOGES | - | - | 76 | 8,5 | 78 | 8,9 | - | - | 11 | 13,6 | 10 | 12,3 |
| LYON | 216 | 8,6 | 191 | 7,9 | 288 | 12,1 | 22 | 11,1 | 23 | 11,2 | 39 | 19,0 |
| MONTPELLIER | 136 | 5,9 | 127 | 5,8 | 147 | 7,0 | 18 | 10,6 | 18 | 10,4 | 19 | 10,9 |
| NANCY-METZ | 211 | 5,7 | 285 | 8,2 | 285 | 8,4 | 30 | 12,3 | 34 | 14,2 | 34 | 14,2 |
| NANTES | 39 | 1,6 | 188 | 7,8 | 225 | 9,5 | 6 | 2,7 | 28 | 12,0 | 32 | 13,7 |
| NICE | 50 | 4,9 | 56 | 5,2 | 75 | 6,9 | 7 | 6,1 | 8 | 6,8 | 9 | 7,6 |
| ORLEANS-TOURS | 87 | 3,2 | 141 | 5,4 | 171 | 6,6 | 11 | 5,0 | 23 | 10,0 | 26 | 11,3 |
| PARIS | 110 | 18,0 | 167 | 26,1 | 171 | 26,7 | 22 | 14,7 | 21 | 18,9 | 21 | 19,4 |
| POITIERS | 65 | 3,1 | 86 | 4,4 | 94 | 4,9 | 11 | 6,9 | 16 | 10,0 | 17 | 10,6 |
| REIMS | 126 | 5,5 | 143 | 6,8 | 145 | 7,0 | 14 | 9,7 | 23 | 15,9 | 23 | 16,0 |
| RENNES | 208 | 9,9 | 119 | 5,8 | 128 | 6,3 | 25 | 12,4 | 22 | 10,5 | 24 | 11,4 |
| ROUEN | 156 | 7,4 | 224 | 10,9 | 228 | 11,1 | 44 | 27,3 | 46 | 27,5 | 46 | 27,7 |
| REUNION | - | - | 125 | 25,5 | 130 | 26,5 | - | - | 12 | 23,1 | 15 | 28,8 |
| STRASBOURG | 43 | 2,3 | 80 | 4,3 | 81 | 4,4 | 9 | 6,7 | 15 | 10,9 | 15 | 10,9 |
| TOULOUSE | 434 | 12,0 | 249 | 8,0 | 249 | 8,0 | 29 | 13,2 | 20 | 9,1 | 20 | 9,0 |
| VERSAILLES | 153 | 4,7 | 127 | 3,8 | 317 | 9,4 | 16 | 4,6 | 21 | 5,8 | 39 | 10,6 |
| FRANCE métropolitaine | 3656 | 6,1 | 4335 | 7,6 | 5207 | 9,2 | 495 | 10,3 | 657 | 13,5 | 759 | 15,8 |
| D.O.M. | 74 | 11,7 | 248 | 21,2 | 296 | 25,2 | 8 | 8,7 | 28 | 19,2 | 37 | 24,5 |
| TOTAL | 3730 | 6,1 | 4583 | 8,3 | 5603 | 9,5 | 503 | 10,2 | 686 | 13,7 | 796 | 15,9 |

| | LP EN ZEP | | | | | | LEGT EN ZEP | | | | | |
|--------------------------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-------------|-----|-----------|-----|-----------|------|
| | 1982-1983 | | 1989-1990 | | 1990-1991 | | 1982-1983 | | 1989-1990 | | 1990-1991 | |
| | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % | Nbre | % |
| AIX-MARSEILLE | 13 | 26,5 | 10 | 20,0 | 12 | 24,0 | - | - | 1 | 1,9 | 2 | 3,7 |
| AMIENS | - | - | - | - | 2 | 4,3 | - | - | - | - | - | - |
| ANTILLES-GUYANE | 3 | 10,7 | 5 | 18,5 | 5 | 17,9 | - | - | - | - | - | - |
| BESANCON | 5 | 15,2 | 4 | 12,1 | - | - | - | - | 1 | 3,6 | - | - |
| BORDEAUX | 7 | 10,4 | 6 | 9,0 | 6 | 8,8 | 1 | 1,9 | 2 | 3,4 | 3 | 5,1 |
| CAEN | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CLERMONT - FERRAND | 2 | 6,2 | - | - | - | - | 1 | 3,8 | - | - | - | - |
| CORSE | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| CRETEIL | 6 | 6,1 | 6 | 5,9 | 8 | 8,2 | 1 | 1,4 | 1 | 1,2 | - | - |
| DIJON | 2 | 5,0 | - | - | 5 | 12,5 | 1 | 2,8 | - | - | - | - |
| GRENOBLE | 4 | 7,1 | 3 | 5,4 | 8 | 14,3 | - | - | - | - | 2 | 3,0 |
| LILLE | - | - | 1 | 0,9 | 1 | 0,9 | - | - | - | - | - | - |
| LIMOGES | - | - | 1 | 4,8 | 1 | 4,8 | - | - | 1 | 4,5 | 1 | 4,5 |
| LYON | 11 | 17,2 | 14 | 20,9 | 22 | 33,3 | - | - | - | - | 1 | 1,7 |
| MONTPELLIER | 3 | 8,8 | 2 | 5,9 | 3 | 8,8 | 1 | 2,6 | - | - | - | - |
| NANCY-METZ | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| NANTES | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| NICE | 3 | 12,0 | 1 | 3,8 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ORLEANS-TOURS | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| PARIS | 9 | 20,5 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| POITIERS | 6 | 15,0 | 1 | - | 1 | 2,4 | - | - | 1 | 2,6 | - | - |
| REIMS | 5 | 15,6 | 3 | 9,4 | 4 | 12,5 | 1 | 3,3 | 2 | 5,9 | 2 | 5,4 |
| RENNES | 6 | 11,5 | 1 | 1,9 | - | - | 1 | 2,0 | - | - | - | - |
| ROUEN | 14 | 28,6 | 11 | 22,9 | 12 | 27,3 | 2 | 6,2 | 2 | 5,9 | - | - |
| REUNION | - | - | 2 | 11,8 | 2 | 12,5 | - | - | - | - | 2 | 15,4 |
| STRASBOURG | 3 | 7,5 | 5 | 12,2 | 3 | 7,7 | - | - | - | - | - | - |
| TOULOUSE | 7 | 11,3 | 2 | 3,2 | 2 | 3,2 | 2 | 3,4 | - | - | - | - |
| VERSAILLES | - | - | 3 | 2,9 | 29 | 29,6 | - | - | - | - | 16 | 14,7 |
| FRANCE métropolitaine | 106 | 8,1 | 73 | 5,5 | 119 | 9,0 | 11 | 1,0 | 11 | 0,9 | 27 | 2,1 |
| D.O.M. | 3 | 10,7 | 7 | 15,9 | 7 | 15,9 | - | - | - | - | 2 | 8,0 |
| TOTAL | 109 | 8,0 | 81 | 5,8 | 126 | 9,3 | 11 | 1,0 | 11 | 0,9 | 29 | 2,2 |

Tableau IV : répartition des établissements en ZEP selon le type et la taille de la commune d'implantation
France métropolitaine - public

1990-1991

| | COMMUNES RURALES | COMMUNES URBAINES < 20 000 HABITANTS | COMMUNES URBAINES 20 000 A 99 999 HABITANTS | COMMUNES URBAINES 100 000 A 1 999 999 HABITANTS | AGGLOMÉRATIONS PARISIENNE | TOTAL |
|-----------------------------|---------------------|---|---|---|------------------------------|-------|
| Écoles en ZEP | 18,4 | 10,7 | 20,2 | 38,2 | 12,5 | 100 |
| Ensemble des écoles | 47,5 | 14,7 | 11,2 | 18,0 | 8,6 | 100 |
| Collèges en ZEP | 7,2 | 15,8 | 24,5 | 40,5 | 12 | 100 |
| Ensemble des collèges | 19,0 | 28,7 | 14,8 | 24 | 13,5 | 100 |
| LP en ZEP | 0,0 | 11,8 | 22,7 | 37,3 | 28,2 | 100 |
| Ensemble des L.P. | 2,0 | 26,1 | 24,6 | 29,7 | 17,6 | 100 |
| LEGT en ZEP | 0,0 | 16,0 | 20,0 | 8 | 56 | 100 |
| Ensemble des LEGT | 0,8 | 26,8 | 25,2 | 29,1 | 18,1 | 100 |
| % des établissements en ZEP | 16,6 | 11,4 | 20,7 | 38,3 | 13,0 | 100 |

Note de lecture : 38,2% des écoles en ZEP sont implantées dans de grosses agglomérations de plus de 100 000 habitants. La taille des agglomérations est appréciée à partir du recensement de la population de 1982.